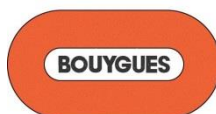


**COMMUNIQUÉ DU 12 JANVIER 2021**

**COMMUNIQUÉ RELATIF AU DÉPÔT D'UN PROJET DE NOTE D'INFORMATION  
ÉTABLI PAR**



**EN RÉPONSE AU PROJET D'OFFRE PUBLIQUE DE RETRAIT SUIVIE D'UN  
RETRAIT OBLIGATOIRE VISANT LES ACTIONS DE LA SOCIÉTÉ BOUYGUES  
CONSTRUCTION INITIÉE PAR BOUYGUES S.A.**



AUTORITÉ  
DES MARCHÉS FINANCIERS

Le présent communiqué a été établi par Bouygues Construction et diffusé conformément aux dispositions de l'article 231-26 du règlement général de l'AMF.

**Le projet d'offre, le projet de note d'information de Bouygues S.A. et le projet de note en réponse de Bouygues Construction restent soumis à l'examen de l'AMF.**

## 1 RAPPEL DES CONDITIONS DE L'OFFRE

En application du Titre III du Livre II, et plus particulièrement des articles 236-3 et 237-1 du règlement général de l'AMF, Bouygues S.A., société anonyme de droit français ayant un capital social de 380 422 833 euros, dont le siège social est sis au 32 avenue Hoche, 75008, Paris, France et immatriculée sous le numéro 572 015 246 R.C.S. Paris (« **Bouygues** » ou l'« **Initiateur** »), offre de manière irrévocable aux actionnaires de Bouygues Construction S.A., société anonyme de droit français ayant un capital social de 127 967 250 euros, dont le siège social est sis au 1 avenue Eugène Freyssinet, 78280, Guyancourt, France, immatriculée sous le numéro 552 045 999 R.C.S. Versailles (« **Bouygues Construction** » ou la « **Société** ») d'acquérir la totalité de leurs actions Bouygues Construction dans le cadre d'une offre publique de retrait (l'« **Offre Publique de Retrait** ») qui sera immédiatement suivie d'une procédure de retrait obligatoire (le « **Retrait Obligatoire** » et, avec l'Offre Publique de Retrait, l'« **Offre** »), au prix unitaire de 3 950 euros (le « **Prix de l'Offre** ») payable exclusivement en numéraire

L'Initiateur agit de concert avec la Société Française de Participation et de Gestion, société anonyme de droit français ayant un capital social de 40 000 euros, dont le siège social est sis au 16-18 impasse d'Antin, 75008, Paris, détenue à hauteur de 99,88 % par Bouygues (« **SFPG** »), actionnaire de la Société.

Conformément aux dispositions de l'article 231-13 du règlement général de l'AMF, Portzamparc, filiale du Groupe BNP Paribas, en qualité d'établissement présentateur de l'Offre (l'« **Etablissement Présentateur** »), a déposé auprès de l'AMF, le 9 décembre 2020, un projet de note d'information (le « **Projet de Note d'Information** ») pour le compte de l'Initiateur, et garantit la teneur et le caractère irrévocable des engagements pris par l'Initiateur dans le cadre de l'Offre.

À la date du projet de note en réponse (le « **Projet de Note en Réponse** ») :

- Bouygues détient 1 705 200 actions et droits de vote de la Société, représentant 99,93 % du capital et des droits de vote de la Société<sup>1</sup> ; et
- SFPG détient 600 actions et droits de vote de la Société, représentant 0,04 % du capital et des droits de vote de la Société.

L'Offre vise la totalité des actions non détenues directement ou indirectement par Bouygues ou SFPG à la date des présentes, soit un nombre de 430 actions ordinaires.

Il n'existe aucun autre titre de capital, ni aucun autre instrument financier ou droit pouvant

---

<sup>1</sup> Sur la base d'un capital composé de 1 706 230 actions représentant 1 706 230 droits de vote théoriques conformément aux dispositions de l'article 223-11 du règlement général de l'AMF

donner accès, immédiatement ou à terme, au capital social ou aux droits de vote de la Société autres que les actions de la Société.

La durée de l'Offre sera de 14 jours de négociation, conformément aux dispositions de l'article 236-7 du règlement général de l'AMF.

Sous réserve de la décision de conformité de l'AMF, à l'issue de l'Offre, la procédure de retrait obligatoire prévue à l'article L. 433-4, II du code monétaire et financier sera mise en œuvre après la clôture de l'Offre. Les actions Bouygues Construction qui n'auront pas été apportées à l'Offre seront transférées à l'Initiateur en contrepartie d'une indemnité en numéraire égale au Prix de l'Offre, soit 3 950 euros par action ordinaire, nette de tous frais.

Les informations relatives aux caractéristiques, notamment juridiques, financières et comptables de l'Initiateur seront déposées auprès de l'AMF et mises à disposition du public au plus tard la veille du jour de l'ouverture de l'Offre, conformément aux dispositions de l'article 231-28 du règlement général de l'AMF.

Les caractéristiques de l'Offre sont décrites de manière plus exhaustive dans la section 2 du Projet de Note d'Information.

## **2 CONTEXTE ET MOTIFS DE L'OFFRE**

### **2.1 Contexte de l'Offre**

Le 31 mars 1990, en application de l'article 7.2.3 du Règlement Général du Conseil des Bourses de Valeurs et des dispositions de l'article 20 du règlement du 29 septembre 1989 de la Commission des Opérations de Bourse, Bouygues, qui détenait à cette date, avec ses filiales (ensemble le « **Groupe Bouygues** »), 96,7 % du capital de la Société, a décidé de déposer une offre publique de retrait portant sur la totalité des actions de la Société (anciennement dénommée Dragages et Travaux Publics) non détenues par des sociétés du Groupe Bouygues pour un prix de 600 francs par action (soit environ 91,5 euros). À l'issue de cette offre publique de retrait, le Groupe Bouygues détenait 99,50% du capital de la Société et la Société a été radiée de la cote officielle. L'avis de radiation de la cote officielle de la Société est paru le 4 mai 1990 (avis SBF n°90-1385) et la radiation a pris effet le 9 mai 1990 à l'issue de la séance de bourse. La mise au nominatif de l'ensemble des actions de la Société a été décidée à l'occasion de l'Assemblée Générale Mixte des actionnaires de la Société du 21 juin 1990.

La Société figure (sous son ancienne dénomination sociale Dragages et Travaux Publics) sur la liste des sociétés figurant le 1<sup>er</sup> juillet 1998 au relevé quotidien du Hors Cote dont les titres ont été radiés d'un marché réglementé (communiqué 198C0583 du Conseil des marchés financiers en date du 1<sup>er</sup> juillet 1998).

## **2.2 Motifs de l'Offre**

L'Offre s'inscrit dans le cadre d'une opération de simplification de la structure capitalistique de Bouygues Construction par l'acquisition du solde du capital de la Société tout en offrant une opportunité de liquidité immédiate et intégrale de leurs actions Bouygues Construction aux actionnaires minoritaires de la Société.

Détenant plus de 90% du capital et des droits de vote de Bouygues Construction, l'Initiateur a déposé auprès de l'AMF, conformément aux dispositions des articles 236-3 et 237-1 et suivants du règlement général de l'AMF, un projet d'Offre Publique de Retrait qui sera immédiatement suivie d'un Retrait Obligatoire visant la totalité des actions Bouygues Construction non détenues par Bouygues ou SFPG après la clôture de l'Offre, et dans les conditions fixées à l'article L. 433-4 II, 1. du code monétaire et financier.

L'Offre est réalisée dans l'objectif d'acquérir 100% des actions Bouygues Construction non détenues par Bouygues ou SFPG.

## **2.3 Termes de l'Offre**

L'Offre sera ouverte pendant 14 jours de négociation. Dans le cadre de l'Offre, l'Initiateur s'engage irrévocablement, pendant cette période de 14 jours de négociation, en application de l'article 236-1 du règlement général de l'AMF, à acquérir auprès des actionnaires de Bouygues Construction la totalité des actions qui seront apportées à l'Offre, au Prix de l'Offre. Le Prix de l'Offre par action sera de 3 950 € par action apportée.

Dans le cadre du Retrait Obligatoire, les actions non détenues directement ou indirectement par l'Initiateur qui n'auront pas été présentées à l'Offre lui seront transférées, moyennant une indemnisation égale au Prix de l'Offre, nette de tout frais soit 3 950 euros par action

Les termes de l'Offre sont décrits de manière plus exhaustive dans la section 3.2 du Projet de Note en Réponse.

## **2.4 Nombre et nature des titres visés par l'Offre**

À la date du Projet de Note en Réponse, l'Initiateur, de concert avec SFPG, détient 1 705 800 actions représentant autant de droits de vote, soit 99,97% du capital et 99,97% des droits de vote de la Société.

Conformément à l'article 231-6 du règlement général de l'AMF, l'Offre porte sur la totalité des actions de la Société, existantes à ce jour et non encore détenues par l'Initiateur, ou SFPG, à la date des présentes, soit 430 actions représentant autant de droits de vote, soit 0,03% du capital et 0,03% des droits de vote de la Société.

A l'exception des actions visées ci-dessus, il n'existe aucun autre droit en cours de validité, titre de capital ou instrument financier émis par la Société susceptibles de donner accès, immédiatement ou à terme, au capital social ou aux droits de vote de la Société.

### **3 PROCEDURE DE PRESENTATION DES ACTIONS A L'OFFRE**

L'Offre sera ouverte pendant une période de quatorze (14) jours de négociation conformément à l'article 236-7 du règlement général de l'AMF.

Les actions apportées à l'Offre devront être librement négociables et libres de tout privilège, gage, nantissement, ou toute autre sûreté ou restriction de quelque nature que ce soit restreignant le libre transfert de leur propriété. L'Initiateur se réserve le droit d'écarter toutes les actions apportées qui ne répondraient pas à cette condition.

Les actionnaires de Bouygues Construction souhaitant apporter leurs actions dans le cadre de l'Offre devront adresser un ordre de mouvement signé et daté, par courrier et télécopie, à la Société visée, qui assure la tenue du registre de ses actionnaires, au plus tard le jour de clôture de l'Offre :

Bouygues Construction  
À l'attention de Madame Corinne Bouchaud  
Direction Juridique (EC 04)  
1 avenue Eugène Freyssinet  
78280 Guyancourt  
Email : [c.bouchaud@bouygues-construction.com](mailto:c.bouchaud@bouygues-construction.com)

Un modèle d'ordre de mouvement – qui devra être complété, pour les personnes ayant leurs actions au nominatif administré, avec les références bancaires correspondant au compte titre sur lequel elles détiennent leurs actions de la Société - figurera en annexe de la note d'information qui sera visée par l'AMF. Il pourra, par ailleurs, être téléchargé sur le site Internet de la Société ([www.bouygues-construction.com](http://www.bouygues-construction.com)) et de Bouygues ([www.bouygues.com](http://www.bouygues.com)).

Les ordres de mouvement doivent être établis à l'ordre de Bouygues. Les ordres de mouvement sont irrévocables.

Les actions de la Société apportées devront être libres de tout nantissement, gage ou restriction de quelque nature que ce soit au transfert de propriété.

Indépendamment du régime fiscal décrit à la Section 2.10 du Projet de Note d'Information, les cessions des actions à l'Initiateur, non sujettes à l'impôt de bourse, seront soumises à un droit d'enregistrement de 0.1% (article 726-I-1° du Code Général des Impôts). Ce droit sera pris en charge directement par l'Initiateur.

#### 4 AVIS MOTIVÉ DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE BOUYGUES CONSTRUCTION

Conformément aux dispositions de l'article 231-19 du règlement général de l'AMF, les membres du conseil d'administration se sont réunis le 11 janvier 2021, sur convocation faite conformément aux statuts et au règlement intérieur du conseil d'administration de la Société, afin d'examiner le projet d'Offre et de rendre leur avis motivé sur l'intérêt de l'Offre et ses conséquences pour Bouygues Construction. Tous les membres du conseil d'administration de la Société étaient présents ou représentés.

L'avis motivé sur l'intérêt que présente l'Offre pour Bouygues Construction, ses actionnaires et ses salariés a été adopté à l'unanimité des membres du conseil d'administration lors de sa réunion du 11 janvier 2021.

Aucune opinion divergente n'a été exprimée par les membres du conseil d'administration lors de sa réunion du 11 janvier 2021.

Un extrait des délibérations de cette réunion, contenant l'avis motivé du conseil d'administration, est reproduit ci-dessous :

*« Le Président de séance expose que le Conseil d'administration est appelé à examiner le projet d'offre publique de retrait (l'« **Offre** ») suivie d'un retrait obligatoire déposé par Bouygues S.A. (l'« **Initiateur** ») le 9 décembre 2020, en application de l'article 236-3 du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers (l'« **AMF** ») sur les 430 actions Bouygues Construction qu'il ne détient pas directement et indirectement, au prix de 3 950 euros par action.*

*Il indique qu'il appartient au conseil d'administration, en application de l'article 231-19 4° du règlement général de l'AMF, d'émettre un avis motivé sur l'intérêt de l'Offre et sur les conséquences de celle-ci pour la Société, ses actionnaires et ses salariés.*

*Le Conseil d'administration a notamment pris connaissance :*

- du projet de note d'information établi par l'Initiateur, décrivant notamment les termes et modalités de l'Offre (dont son calendrier), les motifs de l'Offre, les intentions de l'Initiateur concernant en particulier la politique industrielle, commerciale et financière et la stratégie de Bouygues Construction ainsi que les éléments d'appréciation du prix de l'Offre et du retrait obligatoire établis par Portzamparc, établissement présentateur de l'Offre, les accords susceptibles d'avoir une influence sur l'appréciation ou le résultat de l'offre ;*
- du projet de note en réponse de Bouygues Construction contenant notamment toute clause d'accord conclu par les personnes concernés ou leurs actionnaires*

*susceptibles d'avoir une incidence sur l'appréciation de l'Offre ou sur son issue et les éléments mentionnés à l'article L.225-37- 5 du Code de commerce ; et*

- *du rapport relatif aux conditions financières de l'Offre et du retrait obligatoire et au caractère équitable des conditions financières, reproduit in extenso dans le projet de note en réponse de Bouygues Construction établi par le cabinet Eight Advisory, représenté par Madame Sophie Carles, agissant en qualité d'expert indépendant nommé en application des dispositions des articles 261-1, I et II et 261-1-1 du Règlement Général de l'AMF (l'« Expert Indépendant »).*

*Le conseil d'administration constate que l'Offre vise la totalité des actions de Bouygues Construction existantes non détenues directement ou indirectement par l'Initiateur ou la Société Française de Participation et de Gestion, soit un nombre de 430 actions, représentant 0,03% du capital de la Société.*

#### *Processus et fondement de la désignation de l'Expert Indépendant*

*Le conseil d'administration rappelle qu'il a été informé d'un potentiel projet d'offre publique de retrait suivie d'un retrait obligatoire par Bouygues S.A. début octobre 2020.*

*Le Conseil rappelle également que le fondement de la désignation d'un expert indépendant résulte des articles 261-1 I 1° (l'initiateur détient déjà le contrôle de la cible) et 261-1 II (l'initiateur souhaite mettre en œuvre une procédure de retrait obligatoire) du règlement général de l'AMF.*

*Il rappelle encore qu'en application des articles 261-1 et 261-1-1 du règlement général de l'AMF, qu'il a choisi, dans une décision du 6 novembre 2020, de désigner le cabinet Eight Advisory, représenté par Madame Sophie Carles, en tant qu'expert indépendant (l'« **Expert Indépendant** »), compte tenu de la réputation professionnelle de ce cabinet, des moyens humains qu'il a proposé de mettre à la disposition de la mission, du montant des honoraires proposés et de l'expérience de ce cabinet en matière d'offres publiques.*

*Le Conseil d'administration prend acte que l'équipe dédiée à la mission est composée des personnes suivantes :*

- *Sophie Carles, Associée, diplômée de Paris Dauphine (MSTCF et Master 225) et titulaire du DSCG, justifiant de plus de 14 ans d'expérience en évaluation au sein d'un cabinet big four et d'Eight Advisory ;*
- *Romain Le Théo, Directeur, diplômé de Paris Dauphine (MSG Finance, Master spécialisé en management international), Sciences Po Paris (DEA, Finance et Economie Internationale), membre de la SFEV (Société Française des Evaluateurs) et de la SFAF (Société Française des Analystes Financiers). Il justifie de 18 ans d'expérience en évaluation financière, notamment au sein des cabinets Ricol*

*Lasteyrie et Eight Advisory, avec une vingtaine d'attestations d'équité réalisées dans le cadre d'offres publiques ;*

- Thomas Karcher, Senior Manager, diplômé de Paris Dauphine (Master 225), justifie d'une expérience de 7 ans en évaluation au sein d'Eight Advisory ;*
- Vincent Frazao, Senior, diplômé d'Audencia, justifie d'une expérience de 4 ans en évaluation au sein d'Eight Advisory ;*
- Theo Favre-Bonvin, Analyste, diplômé de Central Marseille, justifie d'une expérience de 2 ans en évaluation au sein d'Eight Advisory et de RSM ; et*
- Juliette Doblin, stagiaire en évaluation financière au sein d'Eight Advisory.*

*Une revue indépendante du rapport a été effectuée par Geoffroy Bizard, Associé du département évaluation financière d'Eight Advisory.*

*L'AMF ne s'est pas opposée à cette désignation en application de l'article 261-1-1 I de son règlement général et de l'article 2 de l'instruction AMF 2006-08.*

*Principales diligences accomplies aux fins de la préparation de cet avis motivé et plan d'affaires transmis :*

*Il est rappelé que :*

- Les équipes dirigeantes de Bouygues Construction se sont entretenues à plusieurs reprises avec l'Expert Indépendant et lui ont transmis l'ensemble des éléments nécessaires à sa mission.*
- Elles ont notamment transmis à l'Expert Indépendant le Plan d'affaires 2020-2022, approuvé par le conseil d'administration du 13 janvier 2020. Ce plan d'affaires a été établi préalablement à la crise sanitaire et économique de la Covid-19. Les équipes dirigeantes de Bouygues Construction ne dispose pas d'une version plus récente validée par le Conseil d'Administration à la date des travaux de l'Expert Indépendant. Les prévisions financières retenues dans le cadre des travaux de l'Expert Indépendant reflètent une vision volontariste au regard du contexte actuel. Le plan d'affaires nous paraît toutefois pouvoir être utilisable pour les besoins de nos analyses dès lors que, compte tenu de son caractère volontariste, il conduit à une majoration du prix.*
- Un premier point d'étape a été effectué le 25 novembre 2020 entre l'équipe dirigeante de Bouygues Construction et l'Expert Indépendant afin de présenter la Société, son marché et ses perspectives. Les méthodes d'évaluation ont également été discutées lors de cet échange.*



- *Un deuxième point est intervenu le 2 décembre 2020 et avait pour objet de répondre aux questions sur le plan d'affaires, le bilan et les prévisions financières à long terme.*
- *Un troisième entretien a été réalisé le 8 décembre 2020 afin de valider les dernières hypothèses d'évaluation.*
- *Un quatrième entretien intervenu le 5 janvier 2021 visait à discuter de la mise à jour des travaux.*
- *Enfin, un cinquième entretien s'est déroulé le 7 janvier 2021 à propos du projet de rapport.*
- *L'Expert Indépendant a communiqué le 9 décembre 2020 aux équipes dirigeantes de Bouygues Construction ses conclusions préliminaires sur le caractère équitable des conditions financières de l'Offre et du retrait obligatoire.*
- *Le projet de rapport de l'Expert Indépendant a été adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration le 8 janvier 2021, en amont du conseil d'administration devant statuer sur l'Offre, le 11 janvier 2021.*

#### *Conclusions du Rapport de l'Expert Indépendant :*

*Le cabinet Eight Advisory a remis son rapport le 8 janvier 2021 :*

*« Nous avons été désignés en qualité d'Expert Indépendant par le Conseil d'Administration de la société Bouygues Construction S.A. sur le fondement des articles 261-1, I et II et 261-1-1 du Règlement Général de l'AMF.*

*Notre mission consistait à nous prononcer sur le caractère équitable du prix offert par Bouygues S.A. aux actionnaires minoritaires de Bouygues Construction dans le cadre de la procédure d'Offre Publique de Retrait suivie d'un Retrait Obligatoire.*

*Le prix proposé aux actionnaires de Bouygues Construction s'établit à 3 950 € par action.*

*A l'issue de nos travaux, nous observons que ce prix fait ressortir une prime de :*

- *4.9% sur la valeur centrale issue de la méthode DCF (méthode d'évaluation retenue à titre principal) ;*
- *6.6% sur la valeur centrale issue de la méthode des multiples boursiers (méthode d'évaluation retenue à titre principal) ;*

- 15,8% sur la valeur centrale issue des valorisations en Somme des Parties de Bouygues S.A. par les analystes financiers (référence à titre secondaire) ;
- 4,2% sur la valeur centrale issue des valorisations en Somme des Parties des concurrents français par les analystes financiers (référence à titre secondaire) ; et
- 41,9% sur la valeur centrale issue de la méthode DDM (référence à titre secondaire).

*Nous constatons de plus que le prix proposé correspond au versement immédiat de 21 années de dividendes, sur la base du dividende par action versé en 2020.*

*Dans ce contexte, au regard des éléments ci-dessus, nous sommes d'avis que le prix de 3 950 € par action que l'Initiateur propose dans le cadre de l'Offre Publique de Retrait suivie d'un Retrait Obligatoire est équitable d'un point de vue financier pour les actionnaires de la société Bouygues Construction S.A. »*

*Principales observations écrites d'actionnaires reçues dans les conditions prévues par la réglementation boursière :*

*Néant*

*Conclusions du Conseil d'administration :*

*Au vu du projet de note d'information de Bouygues S.A. et du rapport de l'Expert Indépendant, le Conseil d'administration a notamment constaté que :*

- *L'Initiateur détient de concert avec la Société Française de Participation et de Gestion à ce jour 1 705 800 actions de la Société, auxquelles sont attachées autant de droits de vote, représentant 99,97 % du capital social et des droits de vote réels de la Société.*
- *Le prix de l'Offre est de 3 950 euros par action et la durée de l'Offre est fixée à 14 jours de négociation.*
- *Dans la mesure où l'Initiateur détient plus de 90% du capital et des droits de vote de la Société, le projet d'Offre sera immédiatement suivi d'un retrait obligatoire visant la totalité des actions de la Société non encore détenues par l'Initiateur ou SFPG, selon la procédure prévue aux articles L.433-4 II du Code monétaire et financier, et 237-1 et suivants du règlement général de l'AMF.*
- *Dans le cadre du retrait obligatoire, seront transférées à l'Initiateur, moyennant une indemnisation en numéraire égale au prix d'Offre par action (soit 3 950 euros par action), nette de tout frais, les actions non apportées à l'Offre.*

- *Aucune question ni remarque n'a été reçue par la Société, par l'Expert Indépendant, ou, à la connaissance de la Société, par l'AMF, de la part des actionnaires minoritaires de la Société concernant le projet d'Offre depuis le dépôt du projet de note d'information de l'Initiateur.*
- *Ni l'Initiateur ni la Société n'a connaissance d'un accord et n'est partie à un accord susceptible d'avoir une incidence sur l'appréciation de l'Offre ou son issue.*
- *L'Initiateur a fait part des intentions suivantes concernant l'intérêt de l'Offre pour la Société et les salariés pour les 12 prochains mois :*
  - *l'Initiateur a l'intention de poursuivre les principales orientations stratégiques mises en œuvre par Bouygues Construction afin de poursuivre son développement ;*
  - *l'Offre ne devrait pas avoir d'incidence négative sur la politique poursuivie par la Société en matière d'emploi ;*
  - *l'Initiateur a indiqué que la mise en œuvre de l'Offre n'aurait pas d'impact sur la politique de Bouygues Construction en matière de distribution de dividendes ;*
  - *à l'exception de l'économie des coûts de gestion liés à la présence d'actionnaires minoritaires, l'Initiateur n'anticipe pas de synergies significatives de coûts ni de résultats dont la matérialisation serait identifiable ou chiffrable ; et*
  - *l'Initiateur n'envisage pas, à la date du projet de note d'information, de procéder à une fusion entre l'Initiateur et la Société.*
- *S'agissant de l'intérêt de l'Offre pour les actionnaires de la Société, dans un contexte d'absence de liquidité de l'action de Bouygues Construction, l'Initiateur offre aux actionnaires de Bouygues Construction une liquidité immédiate pour la totalité de leurs actions au prix de 3 950 euros par action faisant apparaître une prime de :*
  - *4.9% sur la valeur centrale issue de la méthode DCF (méthode d'évaluation retenue à titre principal) ;*
  - *6.6% sur la valeur centrale issue de la méthode des multiples boursiers (méthode d'évaluation retenue à titre principal) ;*
  - *15.8% sur la valeur centrale issue des valorisations en Somme des Parties de Bouygues S.A. par les analystes financiers (référence à titre secondaire) ;*
  - *4.2% sur la valeur centrale issue des valorisations en Somme des Parties des concurrents français par les analystes financiers (référence à titre secondaire) ; et*

- 41,9% sur la valeur centrale issue de la méthode DDM (référence à titre secondaire).

*Le Conseil d'administration a également pris acte que, dans son rapport relatif aux conditions financières de l'Offre et du retrait obligatoire, l'Expert Indépendant a conclu que le prix de 3 950 euros par action que l'Initiateur propose dans le cadre de l'Offre est équitable d'un point de vue financier pour les actionnaires de Bouygues Construction y compris dans le cadre de la procédure de retrait obligatoire qui sera mise en œuvre à l'issue de l'Offre.*

*Avis motivé du Conseil d'administration :*

*À la lumière des éléments qui précèdent, le Conseil d'administration, après en avoir délibéré, et sans qu'aucune opinion divergente n'ait été exprimée :*

- *prend acte de ce que l'Expert Indépendant, après avoir procédé à une approche multicritère en vue de l'évaluation de la Société, conclut au caractère équitable de l'Offre et du retrait obligatoire d'un point de vue financier pour les actionnaires minoritaires ;*
- *prend acte de ce que, l'Initiateur détenant plus de 90% du capital et des droits de vote de la Société, le projet d'Offre sera suivie d'un retrait obligatoire visant la totalité des actions de la Société non encore détenues directement ou indirectement par l'Initiateur;*
- *prend acte que, selon l'Initiateur, l'Offre ne devrait pas avoir d'incidence sur la politique poursuivie par la Société en matière d'emploi ;*
- *considère que l'Initiateur détenant déjà le contrôle de la Société, il en fixe d'ores et déjà la stratégie ;*
- *considère en conséquence que le projet d'Offre, tel que décrit dans le projet de note d'information, est conforme aux intérêts de la Société et de ses salariés ;*
- *au regard de ce qui précède, décide d'émettre un avis favorable sur l'Offre, suivie d'un retrait obligatoire, qu'il considère conforme aux intérêts de la Société ainsi qu'à ceux de ses actionnaires ;*
- *recommande aux actionnaires de Bouygues Construction d'apporter leurs actions à l'Offre compte tenu de l'opportunité de liquidité immédiate que l'Offre leur apporte, et d'un prix équitable, y compris dans la perspective d'un retrait obligatoire ; étant rappelé qu'en tout état de cause les actions non présentées à l'Offre seront transférées à l'Initiateur dans le cadre du retrait obligatoire à l'issue de l'Offre et*

*moyennant une indemnisation identique au prix proposé dans le cadre de l'Offre, soit 3 950 euros par action Bouygues Construction, nette de tout frais;*

- approuve le projet de note en réponse ;*
- approuve le projet de communiqué de presse relatif au dépôt du projet de note en réponse qui lui a été préalablement transmis et qui sera publié en application de l'article 231-26 du règlement général de l'AMF ;*
- donne tous pouvoirs au Président du Conseil d'administration à l'effet de (i) finaliser la documentation d'Offre et notamment le projet de note en réponse de la Société, (ii) signer et déposer auprès de l'AMF toute la documentation requise dans le cadre de l'Offre, notamment le document « Autres Informations » relatif aux caractéristiques notamment juridiques, financières et comptables de la Société, (iii) signer l'attestation relative à la note en réponse et celle relative au document « autres informations » relatives à Bouygues Construction et (iv) plus généralement, faire tout ce qui sera nécessaire pour la bonne réalisation de l'Offre et du retrait obligatoire, notamment conclure et signer, au nom et pour le compte de la Société, toutes opérations et documents nécessaires et afférents à la réalisation de l'Offre et du retrait obligatoire, en ce compris tout communiqué de presse; et*
- en tant que de besoin, autorise le Président du Conseil d'administration à effectuer toutes formalités requises dans le cadre de l'Offre et du retrait obligatoire.»*

## **5 INTENTIONS DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE BOUYGUES CONSTRUCTION**

À l'exception de Bouygues, les membres du conseil d'administration ne détiennent pas d'actions de la Société.

## **6 INTENTIONS DE LA SOCIÉTÉ RELATIVES AUX ACTIONS AUTO-DETENUES OU D'AUTO-CONTROLE**

À la date du Projet de Note en Réponse, la Société ne détient aucune de ses propres actions.

## **7 RAPPORT DE L'EXPERT INDÉPENDANT**

En application des articles 261-1 et 261-1-1 du règlement général de l'AMF et de l'instruction n°2006-08 de l'AMF, le cabinet Eight Advisory représenté par Sophie Carles, a été désigné, sauf avis contraire de l'AMF, le 6 novembre 2020 en qualité d'expert indépendant, avec pour mission de préparer un rapport sur les conditions financières de l'Offre. L'AMF n'a pas exprimé d'avis contraire à cette désignation.

Les conclusions de l'expert indépendant sont les suivantes :

*« Nous avons été désignés en qualité d'Expert Indépendant par le Conseil d'Administration de la société Bouygues Construction S.A. sur le fondement des articles 261-1, I et II et 261-1-1 du Règlement Général de l'AMF.*

*Notre mission consistait à nous prononcer sur le caractère équitable du prix offert par Bouygues S.A. aux actionnaires minoritaires de Bouygues Construction dans le cadre de la procédure d'Offre Publique de Retrait suivie d'un Retrait Obligatoire.*

*Le prix proposé aux actionnaires de Bouygues Construction s'établit à 3 950 € par action.*

*A l'issue de nos travaux, nous observons que ce prix fait ressortir une prime de :*

- *4.9% sur la valeur centrale issue de la méthode DCF (méthode d'évaluation retenue à titre principal) ;*
- *6.6% sur la valeur centrale issue de la méthode des multiples boursiers (méthode d'évaluation retenue à titre principal) ;*
- *15.8% sur la valeur centrale issue des valorisations en Somme des Parties de Bouygues S.A. par les analystes financiers (référence à titre secondaire) ;*
- *4.2% sur la valeur centrale issue des valorisations en Somme des Parties des concurrents français par les analystes financiers (référence à titre secondaire) ; et*
- *41,9% sur la valeur centrale issue de la méthode DDM (référence à titre secondaire).*

*Nous constatons de plus que le prix proposé correspond au versement immédiat de 21 années de dividendes, sur la base du dividende par action versé en 2020.*

*Dans ce contexte, au regard des éléments ci-dessus, nous sommes d'avis que le prix de 3 950 € par action que l'Initiateur propose dans le cadre de l'Offre Publique de Retrait suivie d'un Retrait Obligatoire est équitable d'un point de vue financier pour les actionnaires de la société Bouygues Construction S.A. »*

## **8 MISE À DISPOSITION DES DOCUMENTS RELATIFS À L'OFFRE**

Le Projet de Note en Réponse est disponible sur les sites Internet de l'AMF ([www.amf-france.org](http://www.amf-france.org)) et de Bouygues Construction ([www.bouygues-construction.com](http://www.bouygues-construction.com)) et peut être obtenu sans frais auprès de :

**Bouygues Construction**

1 avenue Eugène Freyssinet  
78280 Guyancourt

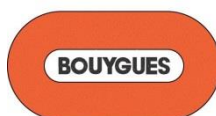
Conformément aux dispositions de l'article 231-28 du règlement général de l'AMF, le document contenant les autres informations relatives aux caractéristiques, notamment juridiques, financières et comptables de Bouygues Construction sera déposé auprès de l'AMF et mis à la disposition du public au plus tard la veille du jour de l'ouverture de l'offre publique de retrait selon les mêmes modalités.

Un communiqué sera diffusé pour informer le public des modalités de mise à disposition de ces informations.

## PROJET DE NOTE D'INFORMATION ÉTABLI PAR



### EN RÉPONSE AU PROJET D'OFFRE PUBLIQUE DE RETRAIT SUIVIE D'UN RETRAIT OBLIGATOIRE VISANT LES ACTIONS DE LA SOCIÉTÉ BOUYGUES CONSTRUCTION INITIÉE PAR BOUYGUES



#### AVIS IMPORTANT

En application des dispositions des articles 231-19, 261-1 et 261-1-1 du règlement général de l'Autorité des marchés financiers (l'« **AMF** »), le rapport du cabinet Eight Advisory agissant en qualité d'expert indépendant, est inclus dans le présent projet de note en réponse.



Le présent projet de note en réponse a été établi et déposé auprès de l'AMF le 12 janvier 2021 (le « **Projet de Note en Réponse** ») conformément aux dispositions des articles 231-19 et 231-26 du règlement général de l'AMF.

**Le projet d'offre et le présent Projet de Note en Réponse restent soumis à l'examen de l'AMF.**



Le présent Projet de Note en Réponse est disponible sur les sites Internet de l'AMF ([www.amf-france.org](http://www.amf-france.org)) et de Bouygues Construction ([www.bouygues-construction.com](http://www.bouygues-construction.com)) et peut être obtenu sans frais auprès de :

**Bouygues Construction**

1 avenue Eugène Freyssinet

78280 Guyancourt

Conformément aux dispositions de l'article 231-28 du règlement général de l'AMF, le document contenant les autres informations relatives aux caractéristiques, notamment juridiques, financières et comptables de Bouygues Construction sera déposé auprès de l'AMF et mis à la disposition du public au plus tard la veille du jour de l'ouverture de l'offre publique de retrait selon les mêmes modalités.

## **Table des matières**

<b>1</b>	<b>RAPPEL DES CONDITIONS DE L'OFFRE.....</b>	<b>5</b>
<b>2</b>	<b>CONTEXTE ET MOTIFS DE L'OFFRE.....</b>	<b>6</b>
<b>2.1</b>	<b>Contexte de l'Offre .....</b>	<b>6</b>
<b>2.2</b>	<b>Motifs de l'Offre .....</b>	<b>7</b>
<b>2.3</b>	<b>Nombre d'actions susceptibles d'être apportées à l'Offre .....</b>	<b>7</b>
<b>2.4</b>	<b>Principales autres caractéristiques de l'offre .....</b>	<b>7</b>
<b>2.5</b>	<b>Restriction concernant l'offre à l'étranger .....</b>	<b>8</b>
<b>2.6</b>	<b>Procédure de présentation des actions à l'offre .....</b>	<b>10</b>
<b>2.7</b>	<b>Calendrier indicatif de l'offre.....</b>	<b>11</b>
<b>3</b>	<b>AVIS MOTIVÉ DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE BOUYGUES CONSTRUCTION .....</b>	<b>11</b>
<b>3.1</b>	<b>Rappel des décisions préalables du conseil d'administration relatives à l'Offre.....</b>	<b>11</b>
<b>3.2</b>	<b>Avis motivé du conseil d'administration .....</b>	<b>11</b>
<b>4</b>	<b>INFORMATION DES INSTANCES REPRESENTATIVES DU PERSONNEL.....</b>	<b>12</b>
<b>5</b>	<b>INTENTION DES ADMINISTRATEURS DE BOUYGUES CONSTRUCTION ....</b>	<b>19</b>
<b>6</b>	<b>INTENTIONS DE LA SOCIÉTÉ QUANT AUX ACTIONS AUTO-DÉTENUES....</b>	<b>19</b>
<b>7</b>	<b>ACCORDS SUSCEPTIBLES D'AVOIR UNE INCIDENCE SUR L'APPRÉCIATION OU L'ISSUE DE L'OFFRE.....</b>	<b>19</b>
<b>8</b>	<b>ÉLÉMENTS SUSCEPTIBLES D'AVOIR UNE INCIDENCE EN CAS D'OFFRE PUBLIQUE .....</b>	<b>20</b>
<b>8.1</b>	<b>Structure du capital de Bouygues Construction.....</b>	<b>20</b>

<b>8.2</b>	<b>Restrictions statutaires à l'exercice des droits de vote et aux transferts d'actions ou clauses des conventions portées à la connaissance de la Société en application de l'article L.233-11 du Code de commerce .....</b>	<b>21</b>
<b>8.3</b>	<b>Participations directes et indirectes au capital de la Société ayant fait l'objet d'une déclaration de franchissements de seuils ou d'une déclaration d'opération sur titres en application des articles L. 233-7 et L. 233-12 du Code de commerce .....</b>	<b>21</b>
<b>8.4</b>	<b>Liste des détenteurs d'actions comportant des droits de contrôle spéciaux et description de ceux-ci .....</b>	<b>21</b>
<b>8.5</b>	<b>Mécanismes de contrôle prévus dans un éventuel système d'actionnariat du personnel, quand les droits de contrôle ne sont pas exercés par ce dernier .....</b>	<b>21</b>
<b>8.6</b>	<b>Accords entre actionnaires dont la Société a connaissance et pouvant entraîner des restrictions au transfert d'actions et à l'exercice des droits de vote .....</b>	<b>21</b>
<b>8.7</b>	<b>Accords entre actionnaires dont la Société a connaissance et prévoyant des conditions préférentielles de cession ou d'acquisition d'actions et portant sur au moins 0,5% du capital ou des droits de vote de la Société.....</b>	<b>21</b>
<b>8.8</b>	<b>Règles applicables à la nomination et au remplacement des membres du conseil d'administration ainsi qu'à la modification des statuts de Bouygues Construction ..</b>	<b>21</b>
8.8.1	Nomination et remplacement des membres du conseil d'administration.....	21
8.8.2	Modification des statuts de Bouygues Construction .....	22
<b>8.9</b>	<b>Pouvoirs du conseil d'administration, en particulier concernant l'émission ou le rachat d'actions .....</b>	<b>22</b>
<b>8.10</b>	<b>Accords conclus par Bouygues Construction étant modifiés ou prenant fin en cas de changement de contrôle de Bouygues Construction.....</b>	<b>22</b>
<b>8.11</b>	<b>Accords prévoyant des indemnités pour les membres du conseil d'administration ou les salariés, s'ils démissionnent ou sont licenciés sans cause réelle et sérieuse ou si leur emploi prend fin en raison d'une offre publique d'achat ou d'échange.....</b>	<b>23</b>
<b>9</b>	<b>RAPPORT DE L'EXPERT INDÉPENDANT.....</b>	<b>23</b>
<b>10</b>	<b>MODALITÉS DE MISE À DISPOSITION DES INFORMATIONS MENTIONNÉES À L'ARTICLE 231-28 DU RÈGLEMENT GÉNÉRAL DE L'AMF</b>	<b>23</b>

<b>11</b>	<b>PERSONNES ASSUMANT LA RESPONSABILITÉ DU PROJET DE NOTE EN RÉPONSE .....</b>	<b>23</b>
-----------	--	-----------

## **1 RAPPEL DES CONDITIONS DE L'OFFRE**

En application du Titre III du Livre II, et plus particulièrement des articles 236-3 et 237-1 du règlement général de l'AMF, Bouygues S.A., société anonyme de droit français ayant un capital social de 380 422 833 euros, dont le siège social est sis au 32 avenue Hoche, 75008, Paris, France et immatriculée sous le numéro 572 015 246 R.C.S. Paris (« **Bouygues** » ou l'« **Initiateur** »), offre de manière irrévocable aux actionnaires de Bouygues Construction S.A., société anonyme de droit français ayant un capital social de 127 967 250 euros, dont le siège social est sis au 1 avenue Eugène Freyssinet, 78280, Guyancourt, France, immatriculée sous le numéro 552 045 999 R.C.S. Versailles (« **Bouygues Construction** » ou la « **Société** ») d'acquérir la totalité de leurs actions Bouygues Construction dans le cadre d'une offre publique de retrait (l'« **Offre Publique de Retrait** ») qui sera immédiatement suivie d'une procédure de retrait obligatoire (le « **Retrait Obligatoire** » et, avec l'Offre Publique de Retrait, l'« **Offre** »), au prix unitaire de 3 950 euros (le « **Prix de l'Offre** ») payable exclusivement en numéraire

L'Initiateur agit de concert avec la Société Française de Participation et de Gestion, société anonyme de droit français ayant un capital social de 40 000 euros, dont le siège social est sis au 16-18 impasse d'Antin, 75008, Paris, détenue à hauteur de 99,88 % par Bouygues (« **SFPG** »), actionnaire de la Société.

Conformément aux dispositions de l'article 231-13 du règlement général de l'AMF, Portzamparc, filiale du Groupe BNP Paribas, en qualité d'établissement présentateur de l'Offre (l'« **Etablissement Présentateur** »), a déposé auprès de l'AMF, le 9 décembre 2020, un projet de note d'information (le « **Projet de Note d'Information** ») pour le compte de l'Initiateur, et garantit la teneur et le caractère irrévocable des engagements pris par l'Initiateur dans le cadre de l'Offre.

À la date du présent Projet de Note en Réponse,

- Bouygues détient 1 705 200 actions et droits de vote de la Société, représentant 99,93 % du capital et des droits de vote de la Société<sup>1</sup> ; et
- SFPG détient 600 actions et droits de vote de la Société, représentant 0,04 % du capital et des droits de vote de la Société.

L'Offre vise la totalité des actions non détenues directement ou indirectement par Bouygues ou SFPG à la date des présentes, soit un nombre de 430 actions ordinaires.

Il n'existe aucun autre titre de capital, ni aucun autre instrument financier ou droit pouvant

---

<sup>1</sup> Sur la base d'un capital composé de 1 706 230 actions représentant 1 706 230 droits de vote théoriques conformément aux dispositions de l'article 223-11 du règlement général de l'AMF

donner accès, immédiatement ou à terme, au capital social ou aux droits de vote de la Société autres que les actions de la Société.

La durée de l'Offre sera de 14 jours de négociation, conformément aux dispositions de l'article 236-7 du règlement général de l'AMF.

Sous réserve de la décision de conformité de l'AMF, à l'issue de l'Offre, la procédure de retrait obligatoire prévue à l'article L. 433-4, II du code monétaire et financier sera mise en œuvre après la clôture de l'Offre. Les actions Bouygues Construction qui n'auront pas été apportées à l'Offre seront transférées à l'Initiateur en contrepartie d'une indemnité en numéraire égale au Prix de l'Offre, soit 3 950 euros par action ordinaire, nette de tous frais.

Les informations relatives aux caractéristiques, notamment juridiques, financières et comptables de l'Initiateur seront déposées auprès de l'AMF et mises à disposition du public au plus tard la veille du jour de l'ouverture de l'Offre, conformément aux dispositions de l'article 231-28 du règlement général de l'AMF.

Les caractéristiques de l'Offre sont décrites de manière plus exhaustive dans la section 2 du Projet de Note d'Information.

## **2 CONTEXTE ET MOTIFS DE L'OFFRE**

### **2.1 Contexte de l'Offre**

Le 31 mars 1990, en application de l'article 7.2.3 du Règlement Général du Conseil des Bourses de Valeurs et des dispositions de l'article 20 du règlement du 29 septembre 1989 de la Commission des Opérations de Bourse, Bouygues, qui détenait à cette date, avec ses filiales (ensemble le « **Groupe Bouygues** »), 96,7 % du capital de la Société, a décidé de déposer une offre publique de retrait portant sur la totalité des actions de la Société (anciennement dénommée Dragages et Travaux Publics) non détenues par des sociétés du Groupe Bouygues pour un prix de 600 francs par action (soit environ 91,5 euros). À l'issue de cette offre publique de retrait, le Groupe Bouygues détenait 99,50% du capital de la Société et la Société a été radiée de la cote officielle. L'avis de radiation de la cote officielle de la Société est paru le 4 mai 1990 (avis SBF n°90-1385) et la radiation a pris effet le 9 mai 1990 à l'issue de la séance de bourse. La mise au nominatif de l'ensemble des actions de la Société a été décidée à l'occasion de l'Assemblée Générale Mixte des actionnaires de la Société du 21 juin 1990.

La Société figure (sous son ancienne dénomination sociale Dragages et Travaux Publics) sur la liste des sociétés figurant le 1<sup>er</sup> juillet 1998 au relevé quotidien du Hors Cote dont les titres ont été radiés d'un marché réglementé (communiqué 198C0583 du Conseil des marchés financiers en date du 1<sup>er</sup> juillet 1998).

## **2.2 Motifs de l'Offre**

L'Offre s'inscrit dans le cadre d'une opération de simplification de la structure capitalistique de Bouygues Construction par l'acquisition du solde du capital de la Société tout en offrant une opportunité de liquidité immédiate et intégrale de leurs actions Bouygues Construction aux actionnaires minoritaires de la Société.

Détenant plus de 90% du capital et des droits de vote de Bouygues Construction, l'Initiateur a déposé auprès de l'AMF, conformément aux dispositions des articles 236-3 et 237-1 et suivants du règlement général de l'AMF, un projet d'Offre Publique de Retrait qui sera immédiatement suivie d'un Retrait Obligatoire visant la totalité des actions Bouygues Construction non détenues par Bouygues ou SFPG après la clôture de l'Offre, et dans les conditions fixées à l'article L. 433-4 II, 1. du code monétaire et financier.

L'Offre est réalisée dans l'objectif d'acquérir 100% des actions Bouygues Construction non détenues par Bouygues ou SFPG.

## **3 RAPPEL DES TERMES DE L'OFFRE**

### **3.1 Nombre d'actions susceptibles d'être apportées à l'Offre**

À la date du Projet de Note en Réponse, l'Initiateur, de concert avec SFPG, détient 1 705 800 actions représentant autant de droits de vote, soit 99,97% du capital et 99,97% des droits de vote de la Société.

Conformément à l'article 231-6 du règlement général de l'AMF, l'Offre porte sur la totalité des actions de la Société, existantes à ce jour et non encore détenues par l'Initiateur, ou SFPG, à la date des présentes, soit 430 actions représentant autant de droits de vote, soit 0,03% du capital et 0,03% des droits de vote de la Société.

À l'exception des actions visées ci-dessus, il n'existe aucun autre droit en cours de validité, titre de capital ou instrument financier émis par la Société susceptibles de donner accès, immédiatement ou à terme, au capital social ou aux droits de vote de la Société.

### **3.2 Principaux termes et modalités de l'Offre**

Le projet d'Offre a été déposé auprès de l'AMF le 9 décembre 2020 par Portzamparc en application des dispositions des articles 231-13, 236-3 et 237-1 du règlement général de l'AMF. Portzamparc, en qualité d'établissement présentateur et garant, garantit la teneur et le caractère irrévocable des engagements pris par l'Initiateur dans le cadre de l'Offre, conformément aux dispositions de l'article 231-13 du Règlement général de l'AMF.

L'Offre sera ouverte pendant 14 jours de négociation. Dans le cadre de cette Offre

Publique de Retrait, l'Initiateur s'engage irrévocablement, pendant cette période de 14 jours de négociation, en application de l'article 236-1 du règlement général de l'AMF, à acquérir auprès des actionnaires de Bouygues Construction la totalité des actions qui seront apportées à l'Offre, au Prix de l'Offre par action. Le Prix de l'Offre par action sera de 3 950 € par action apportée.

Dans le cadre du Retrait Obligatoire, les actions non détenues directement ou indirectement par l'Initiateur qui n'auront pas été présentées à l'Offre lui seront transférées, moyennant une indemnisation égale au Prix de l'Offre, nette de tout frais soit 3 950 euros par action.

**L'Offre, le Projet de Note d'Information et le Projet de Note en Réponse restent soumis à l'examen de l'AMF.**

L'AMF publiera sur son site Internet une déclaration de conformité motivée relative à l'Offre après s'être assurée de la conformité de l'Offre aux dispositions législatives et réglementaires qui lui sont applicables. Cette décision de conformité emportera visa de la note en réponse.

L'AMF publiera un avis d'ouverture de l'Offre et le calendrier de l'Offre.

En cas de visa par l'AMF, la note en réponse visée ainsi que le document contenant les autres informations relatives aux caractéristiques notamment juridiques, financières et comptables de la Société seront disponibles sur le site Internet de l'AMF ([www.amf-france.org](http://www.amf-france.org)) et sur celui la Société ([www.bouygues-construction.com](http://www.bouygues-construction.com)) et seront mis à la disposition du public au plus tard la veille du jour de l'ouverture de l'Offre. Des exemplaires de ces documents seront également disponibles gratuitement au siège social de la Société.

Conformément aux dispositions des articles 231-27 et 231-28 du règlement général de l'AMF, un communiqué précisant les modalités de mise à disposition de ces documents sera diffusé par la Société

### **3.3 Retrait Obligatoire**

Conformément aux dispositions des articles L.433-4 II du Code monétaire et financier et des articles 237-1 et suivants du Règlement général de l'AMF, à l'issue de l'Offre Publique de Retrait, les actions de la Société qui n'auront pas été présentées à l'Offre Publique de Retrait, à l'exception des actions détenues directement ou indirectement par l'Initiateur, seront transférées à l'Initiateur moyennant une indemnisation de 3 950€ par action nette de tous frais.

Les modalités détaillées du Retrait Obligatoire sont présentées au paragraphe 2.5 du Projet



de Note d'Information.

### **3.4 Restriction concernant l'offre à l'étranger**

L'Offre est faite exclusivement en France.

Le présent Projet de Note en Réponse n'est pas destiné à être distribué dans des pays autres que la France. La diffusion du présent Projet de Note en Réponse et de tout autre document relatif à l'Offre, l'Offre, l'acceptation de l'Offre, ainsi que la livraison des actions peuvent, dans certains pays, faire l'objet d'une réglementation spécifique ou de restrictions. L'Offre ne s'adresse pas aux personnes soumises à de telles restrictions, ni directement, ni indirectement, et n'est pas susceptible de faire l'objet d'une quelconque acceptation depuis un pays où l'Offre ferait l'objet de telles restrictions. Les personnes en possession de ce document sont tenues de se renseigner sur les restrictions locales éventuellement applicables et de s'y conformer. La Société décline toute responsabilité quant à une éventuelle violation par qui que ce soit des restrictions applicables.

Le présent Projet de Note en Réponse et tout autre document relatif à l'Offre ne constituent pas une offre de vente ou une sollicitation ou une offre d'achat de valeurs mobilières dans tout autre pays dans lequel une telle offre ou sollicitation est illégale. L'Offre ne fera l'objet d'aucun enregistrement ou visa en dehors de la France.

Notamment, concernant les Etats-Unis d'Amérique, il est précisé que le présent Projet de Note en Réponse ne constitue pas une extension de l'Offre aux Etats-Unis et l'Offre n'est pas faite, directement ou indirectement à des personnes ayant leur résidence Etats-Unis ou à des "US persons" (au sens de Regulation S pris en vertu de l'U.S. Securities Act de 1933), par les moyens des services postaux ou par tout moyen de communication ou instrument de commerce (y compris, sans limitation, la transmission par télécopie, télex, téléphone ou courrier électronique) des Etats Unis ou par l'intermédiaire des services d'une bourse de valeurs des Etats-Unis. En conséquence, aucun exemplaire ou copie du présent Projet de Note en Réponse, et aucun autre document relatif à l'Offre, ne pourra être envoyé par courrier, ni communiqué ou diffusé par un intermédiaire ou toute autre personne aux Etats-Unis de quelque manière que ce soit. Aucun actionnaire de la Société ne pourra apporter ses actions à l'Offre s'il n'est pas en mesure de déclarer (i) qu'il n'a pas reçu aux Etats-Unis de copie du présent Projet de Note en Réponse ou de tout autre document relatif à l'Offre, et qu'il n'a pas envoyé de tels documents aux Etats-Unis, (ii) qu'il n'a pas utilisé, directement ou indirectement, les services postaux, les moyens de télécommunications ou autres instruments de commerce ou les services d'une bourse de valeurs des Etats-Unis en relation avec l'Offre, (iii) qu'il n'est pas une personne ayant sa résidence aux Etats-Unis ou une « US person », (iv) qu'il n'était pas sur le territoire des Etats-Unis lorsqu'il a accepté les termes de l'Offre ou, transmis son ordre d'apport d'actions, et (v) qu'il n'est ni agent ni mandataire agissant pour un mandant autre qu'un mandant lui ayant communiqué ses instructions en dehors des Etats-Unis. Les

intermédiaires habilités ne pourront pas accepter les ordres d'apport d'actions qui n'auront pas été effectués en conformité avec les dispositions ci-dessus (à l'exception de toute autorisation ou instruction contraire de ou pour le compte de l'Initiateur, à la discrétion de cette dernière). Le présent Projet de Note en Réponse ne constitue ni une offre d'achat ni une sollicitation d'un ordre de vente de valeurs mobilières aux Etats-Unis.

Pour les besoins du paragraphe précédent, on entend par Etats-Unis, les Etats-Unis d'Amérique, leurs territoires et possessions, ou l'un quelconque de ses Etats et le District de Columbia.

### **3.5 Procédure de présentation des actions à l'offre**

L'Offre Publique de Retrait sera ouverte pendant une période de quatorze (14) jours de négociation conformément à l'article 236-7 du règlement général de l'AMF.

Les actions apportées à l'Offre devront être librement négociables et libres de tout privilège, gage, nantissement, ou toute autre sûreté ou restriction de quelque nature que ce soit restreignant le libre transfert de leur propriété. L'Initiateur se réserve le droit d'écarter toutes les actions apportées qui ne répondraient pas à cette condition.

Les actionnaires de Bouygues Construction souhaitant apporter leurs actions dans le cadre de l'Offre devront adresser un ordre de mouvement signé et daté, par courrier et télécopie, à la Société visée, qui assure la tenue du registre de ses actionnaires, au plus tard le jour de clôture de l'Offre :

Bouygues Construction  
À l'attention de Madame Corinne Bouchaud  
Direction Juridique (EC 04)  
1 avenue Eugène Freyssinet  
78280 Guyancourt  
Email : [c.bouchaud@bouygues-construction.com](mailto:c.bouchaud@bouygues-construction.com)

Un modèle d'ordre de mouvement – qui devra être complété, pour les personnes ayant leurs actions au nominatif administré, avec les références bancaires correspondant au compte titre sur lequel elles détiennent leurs actions de la Société - figurera en annexe de la note d'information qui sera visée par l'AMF. Il pourra, par ailleurs, être téléchargé sur le site Internet de la Société ([www.bouygues-construction.com](http://www.bouygues-construction.com)) et de Bouygues ([www.bouygues.com](http://www.bouygues.com)).

Les ordres de mouvement doivent être établis à l'ordre de Bouygues. Les ordres de mouvement sont irrévocables.

Les actions de la Société apportées devront être libres de tout nantissement, gage ou

restriction de quelque nature que ce soit au transfert de propriété.

Indépendamment du régime fiscal décrit à la Section 2.10 du Projet de Note d'Information, les cessions des actions à l'Initiateur, non sujettes à l'impôt de bourse, seront soumises à un droit d'enregistrement de 0.1% (article 726-I-1° du Code Général des Impôts). Ce droit sera pris en charge directement par l'Initiateur.

### **3.6 Calendrier indicatif de l'offre**

Préalablement à l'ouverture de l'Offre, l'AMF publiera un avis d'ouverture et un calendrier.

Un calendrier de l'Offre est présenté à la section 2.7 du Projet de Note d'Information.

## **4 AVIS MOTIVÉ DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE BOUYGUES CONSTRUCTION**

### **4.1 Rappel des décisions préalables du conseil d'administration relatives à l'Offre**

Lors d'une réunion du 6 novembre 2020, le conseil d'administration de la Société a décidé de désigner, sauf avis contraire de l'AMF, le cabinet Eight Advisory, représenté par Sophie Carles, en qualité d'expert indépendant en application des dispositions des articles 261-1 et 261-1-1 du règlement général de l'AMF et de l'instruction n°2006-08 de l'AMF, avec pour mission de préparer un rapport sur les conditions financières de l'Offre. L'AMF n'a pas opposé d'avis contraire à cette désignation. Le 9 décembre 2020, la Société a publié un communiqué de presse relatif à la désignation du cabinet Eight Advisory en tant qu'expert indépendant.

Les membres de l'équipe dirigeante de la Société ont pu échanger avec l'expert indépendant, et suivre la réalisation de ses travaux.

### **4.2 Avis motivé du conseil d'administration**

Conformément aux dispositions de l'article 231-19 du règlement général de l'AMF, les membres du conseil d'administration se sont réunis le 11 janvier 2021, sur convocation faite conformément aux statuts et au règlement intérieur du conseil d'administration de la Société, afin d'examiner le projet d'Offre et de rendre leur avis motivé sur l'intérêt de l'Offre et ses conséquences pour Bouygues Construction. Tous les membres du conseil d'administration de la Société étaient présents.

L'avis motivé sur l'intérêt que présente l'Offre pour Bouygues Construction, ses actionnaires et ses salariés a été adopté à l'unanimité des membres du conseil d'administration lors de sa réunion du 11 janvier 2021.

Aucune opinion divergente n'a été exprimée par les membres du conseil d'administration lors de sa réunion du 11 janvier 2021.

Un extrait des délibérations de cette réunion, contenant l'avis motivé du conseil d'administration, est reproduit ci-dessous :

*« Le Président de séance expose que le Conseil d'administration est appelé à examiner le projet d'offre publique de retrait (l'« **Offre** ») suivie d'un retrait obligatoire déposé par Bouygues S.A. (l'« **Initiateur** ») le 9 décembre 2020, en application de l'article 236-3 du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers (l'« **AMF** ») sur les 430 actions Bouygues Construction qu'il ne détient pas directement et indirectement, au prix de 3 950 euros par action.*

*Il indique qu'il appartient au conseil d'administration, en application de l'article 231-19 4° du règlement général de l'AMF, d'émettre un avis motivé sur l'intérêt de l'Offre et sur les conséquences de celle-ci pour la Société, ses actionnaires et ses salariés.*

*Le Conseil d'administration a notamment pris connaissance :*

- du projet de note d'information établi par l'Initiateur, décrivant notamment les termes et modalités de l'Offre (dont son calendrier), les motifs de l'Offre, les intentions de l'Initiateur concernant en particulier la politique industrielle, commerciale et financière et la stratégie de Bouygues Construction ainsi que les éléments d'appréciation du prix de l'Offre et du retrait obligatoire établis par Portzamparc, établissement présentateur de l'Offre, les accords susceptibles d'avoir une influence sur l'appréciation ou le résultat de l'offre ;*
- du projet de note en réponse de Bouygues Construction contenant notamment toute clause d'accord conclu par les personnes concernées ou leurs actionnaires susceptibles d'avoir une incidence sur l'appréciation de l'Offre ou sur son issue et les éléments mentionnés à l'article L.225-37- 5 du Code de commerce ; et*
- du rapport relatif aux conditions financières de l'Offre et du retrait obligatoire et au caractère équitable des conditions financières, reproduit in extenso dans le projet de note en réponse de Bouygues Construction établi par le cabinet Eight Advisory, représenté par Madame Sophie Carles, agissant en qualité d'expert indépendant nommé en application des dispositions des articles 261-1, I et II et 261-1-1 du Règlement Général de l'AMF (l'« Expert Indépendant »).*

*Le conseil d'administration constate que l'Offre vise la totalité des actions de Bouygues Construction existantes non détenues directement ou indirectement par l'Initiateur ou la Société Française de Participation et de Gestion, soit un nombre de 430 actions, représentant 0,03% du capital de la Société.*

*Processus et fondement de la désignation de l'Expert Indépendant*

*Le conseil d'administration rappelle qu'il a été informé d'un potentiel projet d'offre publique de retrait suivie d'un retrait obligatoire par Bouygues S.A. début octobre 2020.*

*Le Conseil rappelle également que le fondement de la désignation d'un expert indépendant résulte des articles 261-1 I 1° (l'initiateur détient déjà le contrôle de la cible) et 261-1 II (l'initiateur souhaite mettre en œuvre une procédure de retrait obligatoire) du règlement général de l'AMF.*

*Il rappelle encore qu'en application des articles 261-1 et 261-1-1 du règlement général de l'AMF, qu'il a choisi, dans une décision du 6 novembre 2020, de désigner le cabinet Eight Advisory, représenté par Madame Sophie Carles, en tant qu'expert indépendant (l'« **Expert Indépendant** »), compte tenu de la réputation professionnelle de ce cabinet, des moyens humains qu'il a proposé de mettre à la disposition de la mission, du montant des honoraires proposés et de l'expérience de ce cabinet en matière d'offres publiques.*

*Le Conseil d'administration prend acte que l'équipe dédiée à la mission est composée des personnes suivantes :*

- Sophie Carles, Associée, diplômée de Paris Dauphine (MSTCF et Master 225) et titulaire du DSCG, justifiant de plus de 14 ans d'expérience en évaluation au sein d'un cabinet big four et d'Eight Advisory ;*
- Romain Le Théo, Directeur, diplômé de Paris Dauphine (MSG Finance, Master spécialisé en management international), Sciences Po Paris (DEA, Finance et Economie Internationale), membre de la SFEV (Société Française des Evaluateurs) et de la SFAF (Société Française des Analystes Financiers). Il justifie de 18 ans d'expérience en évaluation financière, notamment au sein des cabinets Ricol Lasteyrie et Eight Advisory, avec une vingtaine d'attestations d'équité réalisées dans le cadre d'offres publiques ;*
- Thomas Karcher, Senior Manager, diplômé de Paris Dauphine (Master 225), justifie d'une expérience de 7 ans en évaluation au sein d'Eight Advisory ;*
- Vincent Frazao, Senior, diplômé d'Audencia, justifie d'une expérience de 4 ans en évaluation au sein d'Eight Advisory ;*
- Theo Favre-Bonvin, Analyste, diplômé de Central Marseille, justifie d'une expérience de 2 ans en évaluation au sein d'Eight Advisory et de RSM ; et*
- Juliette Doblin, stagiaire en évaluation financière au sein d'Eight Advisory.*

*Une revue indépendante du rapport a été effectuée par Geoffroy Bizard, Associé du*

département évaluation financière d'Eight Advisory.

*L'AMF ne s'est pas opposée à cette désignation en application de l'article 261-1-1 I de son règlement général et de l'article 2 de l'instruction AMF 2006-08.*

*Principales diligences accomplies aux fins de la préparation de cet avis motivé et plan d'affaires transmis :*

*Il est rappelé que :*

- Les équipes dirigeantes de Bouygues Construction se sont entretenues à plusieurs reprises avec l'Expert Indépendant et lui ont transmis l'ensemble des éléments nécessaires à sa mission.*
- Elles ont notamment transmis à l'Expert Indépendant le Plan d'affaires 2020-2022, approuvé par le conseil d'administration du 13 janvier 2020. Ce plan d'affaires a été établi préalablement à la crise sanitaire et économique de la Covid-19. Les équipes dirigeantes de Bouygues Construction ne dispose pas d'une version plus récente validée par le Conseil d'Administration à la date des travaux de l'Expert Indépendant. Les prévisions financières retenues dans le cadre des travaux de l'Expert Indépendant reflètent une vision volontariste au regard du contexte actuel. Le plan d'affaires nous paraît toutefois pouvoir être utilisable pour les besoins de nos analyses dès lors que, compte tenu de son caractère volontariste, il conduit à une majoration du prix.*
- Un premier point d'étape a été effectué le 25 novembre 2020 entre l'équipe dirigeante de Bouygues Construction et l'Expert Indépendant afin de présenter la Société, son marché et ses perspectives. Les méthodes d'évaluation ont également été discutées lors de cet échange.*
- Un deuxième point est intervenu le 2 décembre 2020 et avait pour objet de répondre aux questions sur le plan d'affaires, le bilan et les prévisions financières à long terme.*
- Un troisième entretien a été réalisé le 8 décembre 2020 afin de valider les dernières hypothèses d'évaluation.*
- Un quatrième entretien intervenu le 5 janvier 2021 visait à discuter de la mise à jour des travaux.*
- Enfin, un cinquième entretien s'est déroulé le 7 janvier 2021 à propos du projet de rapport.*

*Le projet d'offre et le présent projet de note en réponse restent soumis à l'examen de l'AMF*

- *L'Expert Indépendant a communiqué le 9 décembre 2020 aux équipes dirigeantes de Bouygues Construction ses conclusions préliminaires sur le caractère équitable des conditions financières de l'Offre et du retrait obligatoire.*
- *Le projet de rapport de l'Expert Indépendant a été adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration le 8 janvier 2021, en amont du conseil d'administration devant statuer sur l'Offre, le 11 janvier 2021.*

*Conclusions du Rapport de l'Expert Indépendant :*

*Le cabinet Eight Advisory a remis son rapport le 8 janvier 2021 :*

*« Nous avons été désignés en qualité d'Expert Indépendant par le Conseil d'Administration de la société Bouygues Construction S.A. sur le fondement des articles 261-1, I et II et 261-1-1 du Règlement Général de l'AMF.*

*Notre mission consistait à nous prononcer sur le caractère équitable du prix offert par Bouygues S.A. aux actionnaires minoritaires de Bouygues Construction dans le cadre de la procédure d'Offre Publique de Retrait suivie d'un Retrait Obligatoire.*

*Le prix proposé aux actionnaires de Bouygues Construction s'établit à 3 950 € par action.*

*A l'issue de nos travaux, nous observons que ce prix fait ressortir une prime de :*

- *4.9% sur la valeur centrale issue de la méthode DCF (méthode d'évaluation retenue à titre principal) ;*
- *6.6% sur la valeur centrale issue de la méthode des multiples boursiers (méthode d'évaluation retenue à titre principal) ;*
- *15.8% sur la valeur centrale issue des valorisations en Somme des Parties de Bouygues S.A. par les analystes financiers (référence à titre secondaire) ;*
- *4.2% sur la valeur centrale issue des valorisations en Somme des Parties des concurrents français par les analystes financiers (référence à titre secondaire) ; et*
- *41,9% sur la valeur centrale issue de la méthode DDM (référence à titre secondaire).*

*Nous constatons de plus que le prix proposé correspond au versement immédiat de 21 années de dividendes, sur la base du dividende par action versé en 2020.*

*Dans ce contexte, au regard des éléments ci-dessus, nous sommes d'avis que le prix de*

*3 950 € par action que l'Initiateur propose dans le cadre de l'Offre Publique de Retrait suivie d'un Retrait Obligatoire est équitable d'un point de vue financier pour les actionnaires de la société Bouygues Construction S.A. »*

*Principales observations écrites d'actionnaires reçues dans les conditions prévues par la réglementation boursière :*

*Néant*

*Conclusions du Conseil d'administration :*

*Au vu du projet de note d'information de Bouygues S.A. et du rapport de l'Expert Indépendant, le Conseil d'administration a notamment constaté que :*

- L'Initiateur détient de concert avec la Société Française de Participation et de Gestion à ce jour 1 705 800 actions de la Société, auxquelles sont attachées autant de droits de vote, représentant 99,97 % du capital social et des droits de vote réels de la Société.*
- Le prix de l'Offre est de 3 950 euros par action et la durée de l'Offre est fixée à 14 jours de négociation.*
- Dans la mesure où l'Initiateur détient plus de 90% du capital et des droits de vote de la Société, le projet d'Offre sera immédiatement suivi d'un retrait obligatoire visant la totalité des actions de la Société non encore détenues par l'Initiateur ou SFPG, selon la procédure prévue aux articles L.433-4 II du Code monétaire et financier, et 237-1 et suivants du règlement général de l'AMF.*
- Dans le cadre du retrait obligatoire, seront transférées à l'Initiateur, moyennant une indemnisation en numéraire égale au prix d'Offre par action (soit 3 950 euros par action), nette de tout frais, les actions non apportées à l'Offre.*
- Aucune question ni remarque n'a été reçue par la Société, par l'Expert Indépendant, ou, à la connaissance de la Société, par l'AMF, de la part des actionnaires minoritaires de la Société concernant le projet d'Offre depuis le dépôt du projet de note d'information de l'Initiateur.*
- Ni l'Initiateur ni la Société n'a connaissance d'un accord et n'est partie à un accord susceptible d'avoir une incidence sur l'appréciation de l'Offre ou son issue.*
- L'Initiateur a fait part des intentions suivantes concernant l'intérêt de l'Offre pour la Société et les salariés pour les 12 prochains mois :*



- *l'Initiateur a l'intention de poursuivre les principales orientations stratégiques mises en œuvre par Bouygues Construction afin de poursuivre son développement ;*
- *l'Offre ne devrait pas avoir d'incidence négative sur la politique poursuivie par la Société en matière d'emploi ;*
- *l'Initiateur a indiqué que la mise en œuvre de l'Offre n'aurait pas d'impact sur la politique de Bouygues Construction en matière de distribution de dividendes ;*
- *à l'exception de l'économie des coûts de gestion liés à la présence d'actionnaires minoritaires, l'Initiateur n'anticipe pas de synergies significatives de coûts ni de résultats dont la matérialisation serait identifiable ou chiffrable ; et*
- *l'Initiateur n'envisage pas, à la date du projet de note d'information, de procéder à une fusion entre l'Initiateur et la Société.*
- *S'agissant de l'intérêt de l'Offre pour les actionnaires de la Société, dans un contexte d'absence de liquidité de l'action de Bouygues Construction, l'Initiateur offre aux actionnaires de Bouygues Construction une liquidité immédiate pour la totalité de leurs actions au prix de 3 950 euros par action faisant apparaître une prime de :*
  - *4.9% sur la valeur centrale issue de la méthode DCF (méthode d'évaluation retenue à titre principal) ;*
  - *6.6% sur la valeur centrale issue de la méthode des multiples boursiers (méthode d'évaluation retenue à titre principal) ;*
  - *15.8% sur la valeur centrale issue des valorisations en Somme des Parties de Bouygues S.A. par les analystes financiers (référence à titre secondaire) ;*
  - *4.2% sur la valeur centrale issue des valorisations en Somme des Parties des concurrents français par les analystes financiers (référence à titre secondaire) ; et*
  - *41,9% sur la valeur centrale issue de la méthode DDM (référence à titre secondaire).*

*Le Conseil d'administration a également pris acte que, dans son rapport relatif aux conditions financières de l'Offre et du retrait obligatoire, l'Expert Indépendant a conclu que le prix de 3 950 euros par action que l'Initiateur propose dans le cadre de l'Offre est équitable d'un point de vue financier pour les actionnaires de Bouygues Construction y compris dans le cadre de la procédure de retrait obligatoire qui sera mise en œuvre à l'issue de l'Offre.*

*Avis motivé du Conseil d'administration :*

*À la lumière des éléments qui précèdent, le Conseil d'administration, après en avoir délibéré, et sans qu'aucune opinion divergente n'ait été exprimée :*

- prend acte de ce que l'Expert Indépendant, après avoir procédé à une approche multicritère en vue de l'évaluation de la Société, conclut au caractère équitable de l'Offre et du retrait obligatoire d'un point de vue financier pour les actionnaires minoritaires ;*
- prend acte de ce que, l'Initiateur détenant plus de 90% du capital et des droits de vote de la Société, le projet d'Offre sera suivie d'un retrait obligatoire visant la totalité des actions de la Société non encore détenues directement ou indirectement par l'Initiateur;*
- prend acte que, selon l'Initiateur, l'Offre ne devrait pas avoir d'incidence sur la politique poursuivie par la Société en matière d'emploi ;*
- considère que l'Initiateur détenant déjà le contrôle de la Société, il en fixe d'ores et déjà la stratégie ;*
- considère en conséquence que le projet d'Offre, tel que décrit dans le projet de note d'information, est conforme aux intérêts de la Société et de ses salariés ;*
- au regard de ce qui précède, décide d'émettre un avis favorable sur l'Offre, suivie d'un retrait obligatoire, qu'il considère conforme aux intérêts de la Société ainsi qu'à ceux de ses actionnaires ;*
- recommande aux actionnaires de Bouygues Construction d'apporter leurs actions à l'Offre compte tenu de l'opportunité de liquidité immédiate que l'Offre leur apporte, et d'un prix équitable, y compris dans la perspective d'un retrait obligatoire ; étant rappelé qu'en tout état de cause les actions non présentées à l'Offre seront transférées à l'Initiateur dans le cadre du retrait obligatoire à l'issue de l'Offre et moyennant une indemnisation identique au prix proposé dans le cadre de l'Offre, soit 3 950 euros par action Bouygues Construction, nette de tout frais;*

- *approuve le projet de note en réponse ;*
- *approuve le projet de communiqué de presse relatif au dépôt du projet de note en réponse qui lui a été préalablement transmis et qui sera publié en application de l'article 231-26 du règlement général de l'AMF ;*
- *donne tous pouvoirs au Président du Conseil d'administration à l'effet de (i) finaliser la documentation d'Offre et notamment le projet de note en réponse de la Société, (ii) signer et déposer auprès de l'AMF toute la documentation requise dans le cadre de l'Offre, notamment le document « Autres Informations » relatif aux caractéristiques notamment juridiques, financières et comptables de la Société, (iii) signer l'attestation relative à la note en réponse et celle relative au document « autres informations » relatives à Bouygues Construction et (iv) plus généralement, faire tout ce qui sera nécessaire pour la bonne réalisation de l'Offre et du retrait obligatoire, notamment conclure et signer, au nom et pour le compte de la Société, toutes opérations et documents nécessaires et afférents à la réalisation de l'Offre et du retrait obligatoire, en ce compris tout communiqué de presse; et*
- *en tant que de besoin, autorise le Président du Conseil d'administration à effectuer toutes formalités requises dans le cadre de l'Offre et du retrait obligatoire.»*

## **5 INFORMATION DES INSTANCES REPRESENTATIVES DU PERSONNEL**

Les instances représentatives du personnel de la Société ont été informées le 8 décembre 2020 du projet d'Offre Publique de Retrait suivie d'un retrait obligatoire des actions de la Société par l'Initiateur. Il leur a été présenté à cette occasion le contenu de l'Offre et le calendrier de l'Offre. Ce projet n'a pas soulevé de questions particulières.

## **6 INTENTION DES ADMINISTRATEURS DE BOUYGUES CONSTRUCTION**

À l'exception de Bouygues, les membres du conseil d'administration ne détiennent pas d'actions de la Société.

## **7 INTENTIONS DE LA SOCIÉTÉ QUANT AUX ACTIONS AUTO-DÉTENUES**

À la date du Projet de Note en Réponse, la Société ne détient aucune de ses propres actions.

## **8 ACCORDS SUSCEPTIBLES D'AVOIR UNE INCIDENCE SUR L'APPRÉCIATION OU L'ISSUE DE L'OFFRE**

L'Initiateur a déclaré n'être partie à aucun accord susceptible d'avoir une incidence significative sur l'appréciation de l'Offre ou sur son issue et la Société n'est pas partie et

n'a pas connaissance de l'existence de tels accords.

## **9 ÉLÉMENTS SUSCEPTIBLES D'AVOIR UNE INCIDENCE EN CAS D'OFFRE PUBLIQUE**

### **9.1 Structure du capital de Bouygues Construction**

À la date du présent Projet de Note en Réponse, le capital social de la Société s'élève à 127 967 250 euros divisé en 1 706 230 actions ordinaires de 75 euros de valeur nominale chacune, entièrement libérées et toutes de même catégorie.

À la connaissance de la Société, selon les dernières informations disponibles à la date du dépôt du Projet de Note en Réponse, le capital et les droits de votes de la Société sont répartis comme suit :

<b>Actionnaires</b>	<b>Nombre d'actions</b>	<b>% du capital</b>	<b>Nombre de droits de vote</b>	<b>% des droits de vote*</b>
<b>BOUYGUES</b>	1 705 200	99,93	1 705 200	99,93
Société française de participation et de gestion	600	0,04	600	0,04
Autres actions au nominatif	430	0,03	430	0,03
Auto-détention	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>1 706 230</b>	<b>100</b>	<b>1 706 230</b>	<b>100</b>

*\*Conformément à l'article 223-11 du règlement général de l'AMF, le nombre total de droits de vote est calculé sur la base de toutes les actions auxquelles sont rattachés des droits de vote, en ce comprises les actions dépourvues de droits de vote.*

Il n'existe aucun titre de capital, ni aucun titre de capital, ni aucun instrument financier émis par la Société ou droit conféré par la Société pouvant donner accès, immédiatement ou à terme, au capital ou aux droits de vote de la Société, autres que les actions existantes de la Société. Il n'existe en outre aucun plan d'options de souscription d'actions, ni aucun plan d'attribution d'actions gratuites en cours au sein de la Société pouvant donner accès, immédiatement ou à terme, au capital ou aux droits de vote de la Société.

**9.2 Restrictions statutaires à l'exercice des droits de vote et aux transferts d'actions ou clauses des conventions portées à la connaissance de la Société en application de l'article L.233-11 du Code de commerce**

Il n'existe aucune restriction statutaire à l'exercice des droits de vote et aux transferts d'actions de la Société.

À la date du Projet de Note en Réponse, aucune clause n'a été portée à la connaissance de la Société en application de l'article L.233-11 du Code de commerce.

**9.3 Participations directes et indirectes au capital de la Société ayant fait l'objet d'une déclaration de franchissements de seuils ou d'une déclaration d'opération sur titres en application des articles L. 233-7 et L. 233-12 du Code de commerce**

Néant

**9.4 Liste des détenteurs d'actions comportant des droits de contrôle spéciaux et description de ceux-ci**

Néant.

**9.5 Mécanismes de contrôle prévus dans un éventuel système d'actionnariat du personnel, quand les droits de contrôle ne sont pas exercés par ce dernier**

Néant.

**9.6 Accords entre actionnaires dont la Société a connaissance et pouvant entraîner des restrictions au transfert d'actions et à l'exercice des droits de vote**

La Société n'a connaissance à la date du présent document d'aucun accord en vigueur à la date du présent document pouvant entraîner des restrictions au transfert d'actions Bouygues Construction et à l'exercice des droits de vote de la Société.

**9.7 Accords entre actionnaires dont la Société a connaissance et prévoyant des conditions préférentielles de cession ou d'acquisition d'actions et portant sur au moins 0,5% du capital ou des droits de vote de la Société**

Néant.

**9.8 Règles applicables à la nomination et au remplacement des membres du conseil d'administration ainsi qu'à la modification des statuts de Bouygues Construction**

**9.8.1 Nomination et remplacement des membres du conseil d'administration**

Aux termes des stipulations de l'article 11 des statuts, le conseil d'administration est composé de trois membres au moins et de dix-huit membres au plus.

Les administrateurs sont nommés, renouvelés ou révoqués dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur. La durée de leurs fonctions est de trois années, l'année étant la période qui sépare deux assemblées générales ordinaires statuant sur les comptes annuels de la Société. Le mandat d'un administrateur prend fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire durant laquelle est prise la décision collective mentionnée ci-dessus, tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat dudit administrateur.

Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président qui doit être une personne physique. Il détermine la durée de ses fonctions, qui ne peut excéder celle de son mandat d'administrateur, et peut le révoquer à tout moment. Le mandat du président est renouvelable sans limitation. Cependant, le président ne peut être âgé de plus de 70 ans. Si le président atteint l'âge de 65 ans, son mandat est soumis à confirmation par le conseil d'administration, à sa plus prochaine réunion, pour une durée maximale d'une année. Son mandat peut ensuite être reconduit par périodes successives d'une année, renouvelables sur décision du conseil d'administration, jusqu'à ce que le Président atteigne l'âge de 70 ans révolu, date à laquelle il sera réputé démissionnaire d'office.

#### **9.8.2 Modification des statuts de Bouygues Construction**

L'assemblée générale extraordinaire est seule habilitée pour modifier les statuts de la Société, dans le respect des dispositions législatives et réglementaires.

#### **9.9 Pouvoirs du conseil d'administration, en particulier concernant l'émission ou le rachat d'actions**

Le conseil d'administration détermine les orientations de la Société et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

#### **9.10 Accords conclus par Bouygues Construction étant modifiés ou prenant fin en cas de changement de contrôle de Bouygues Construction**

La Société étant déjà contrôlée par l'Initiateur avant le lancement de l'Offre, cette dernière n'entraînera pas de changement de contrôle de la Société.

Il n'existe aucun accord significatif conclu par la Société qui soit modifié ou prenne fin en cas de changement de contrôle de la Société.

**9.11 Accords prévoyant des indemnités pour les membres du conseil d'administration ou les salariés, s'ils démissionnent ou sont licenciés sans cause réelle et sérieuse ou si leur emploi prend fin en raison d'une offre publique d'achat ou d'échange**

À la connaissance de la Société, aucun accord ne prévoit d'indemnité pour les membres du conseil d'administration ou salariés s'ils démissionnent ou sont licenciés sans cause réelle et sérieuse ou si leur emploi prend fin en raison d'une offre publique d'achat ou d'échange.

**10 RAPPORT DE L'EXPERT INDÉPENDANT**

En application des articles 261-1 et 261-1-1 du règlement général de l'AMF et de l'instruction n°2006-08 de l'AMF, le cabinet Eight Advisory représenté par Sophie Carles, a été désigné, sauf avis contraire de l'AMF, le 6 novembre 2020 en qualité d'expert indépendant, avec pour mission de préparer un rapport sur les conditions financières de l'Offre. L'AMF n'a pas exprimé d'avis contraire à cette désignation.

Ledit rapport, en date du 8 janvier 2021, est intégralement reproduit en Annexe 1 du Projet de Note en Réponse.

**11 MODALITÉS DE MISE À DISPOSITION DES INFORMATIONS MENTIONNÉES À L'ARTICLE 231-28 DU RÈGLEMENT GÉNÉRAL DE L'AMF**

Les informations relatives aux caractéristiques, notamment juridiques, financières et comptables, de la Société requises par l'article 231-28 du règlement général de l'AMF feront l'objet d'un dépôt auprès de l'AMF et seront mises à la disposition du public au plus tard la veille du jour de l'ouverture de l'Offre.

**12 PERSONNES ASSUMANT LA RESPONSABILITÉ DU PROJET DE NOTE EN RÉPONSE**

*« À ma connaissance, les données de la présente note en réponse sont conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée ».*

Philippe Bonnave

Président Directeur Général de Bouygues Construction

*Le projet d'offre et le présent projet de note en réponse restent soumis à l'examen de l'AMF*

## **Annexe 1**

### **Rapport de l'expert indépendant**